



Dissolution anticipée (Avec liquidation)



Phase 1 – LA DISSOLUTION

1 - Le gérant doit convoquer une assemblée générale extraordinaire pour décider de la dissolution anticipée de la société. Le PV doit faire apparaître la décision de dissolution anticipée ainsi que la nomination du liquidateur avec mention du siège de la liquidation.

Ce document **doit obligatoirement être enregistré auprès du service de l'enregistrement** (Immeuble des services fiscaux – Tél : 25 75 22 ou 25 76 58). Le mieux est de faire enregistrer 5 exemplaires du PV (obligation de déposer au moins 2 originaux).

Coût : - droit fixe de 25 000 XPF (si capital social inférieur à 50 M)
- droit fixe de 50 000 XPF (si capital social supérieur à 50 M)

2 - Publication d'une annonce légale de dissolution avec mention du nom du liquidateur et du siège de la liquidation (doit être obligatoirement une adresse physique).

3 – Faire une inscription modificative RCS au guichet CFE de la CCI NC dans le mois du prononcé de la dissolution :

ORGANISME	DOCUMENTS DEMANDÉS
RCS	2 bulletins modificatifs B3 1 original du PV d'assemblée enregistré L'annonce légale diffusée sur un des supports habilités : <ul style="list-style-type: none"> ➤ LNC.NC (presse en ligne) ➤ ACTU.NC (presse papier) ➤ La Voix du caillou (presse papier) et voixducaillou.nc (presse en ligne) ➤ RRB.NC (presse en ligne) ➤ Noumeapost.nc (presse en ligne)
RIDET	1 Bulletin RID M2E (il est possible de le déposer à la 2ème phase (clôture de liquidation) si l'activité est maintenue lors de la dissolution)
DSF	1 déclaration d'existence modificative 1 copie du PV

FRAIS D'INSCRIPTION REGLEMENTAIRES :

Le RCS-DAE accepte **UNIQUEMENT** les règlements par chèque à l'ordre du « RCS-DAE »

Pour les Personnes morales : **21 550 XPF** (représentant :12 050 XPF modification de l'extrait Kbis + 9 500 XPF pour le JONC)

FRAIS D'ASSISTANCE DE LA CCI (obligatoire lorsque le dossier est déposé aux guichets de la CCI qui consiste à une assistance physique à nos guichets pour aider au remplissage du dossier, un contrôle de complétude et de cohérence, suivi des dossiers.) : **4 500 XPF** (chèque à l'ordre de la « CCI-NC » ou en espèces)

4 - Transmettre aux services fiscaux (service de la fiscalité professionnelle) un exemplaire du PV enregistré de dissolution



Phase 2 – LA LIQUIDATION

1- Le liquidateur réunit une assemblée générale ordinaire qui permet d'approuver les comptes de liquidation et de clôturer l'opération.

Ce document doit être enregistré dans certains cas (enregistrement obligatoire en cas de partage notamment) : pour plus d'informations merci de contacter le **service de l'enregistrement (Immeuble des services fiscaux – Tél : 25 75 22 ou 25 76 58)**. Le mieux est de faire enregistrer 5 exemplaires du PV (obligation de déposer au moins 2 originaux).

2- Publication d'une annonce légale de clôture de liquidation.

3- Procéder à la radiation RCS auprès du guichet CFE de la CCI NC : La radiation doit être demandée par le liquidateur dans le délai d'un mois à compter de la publication de la clôture des opérations de liquidation (JAL)

ORGANISME	DOCUMENTS DEMANDÉS
RCS	2 bulletins de radiation B5 1 original du PV d'assemblée enregistré ou pas selon le cas 1 bilan ou un arrêté des comptes ou la dernière liasse fiscale L'annonce légale diffusée sur un des supports habilités : <ul style="list-style-type: none">➤ LNC.NC (presse en ligne)➤ ACTU.NC (presse papier)➤ La Voix du caillou (presse papier) et voixducaillou.nc (presse en ligne)➤ RRB.NC (presse en ligne)➤ Noumeapost.nc (presse en ligne)
RIDET	1 Bulletin RID M2E (si pas déposé lors de la 1ère étape de dissolution)

FRAIS D'INSCRIPTION REGLEMENTAIRES :

Le RCS-DAE accepte UNIQUEMENT les règlements par chèque à l'ordre du «RCS-DAE »

Dépôts actes : **1 800 XPF**

Attention : les deux parutions légales doivent être faites dans le même journal d'annonces légales.

Attention : Si le liquidateur n'est pas un des gérants de la société, fournir :

- Une déclaration sur l'honneur de non-condamnation comportant la filiation
- Un extrait de naissance datant de moins de trois mois ou la copie lisible du passeport, de la carte d'identité.